



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Réduction d'horaires et fermetures de guichet dans nos gares : Marie-Claude Varailles alerte le Gouvernement sur l'avenir du service public ferroviaire.**

*Ce mardi 8 juillet, lors de la séance de questions orales au Sénat, la sénatrice de la Dordogne Marie-Claude Varailles a interpellé le Gouvernement sur les menaces pesant sur les lignes ferroviaires du quotidien et sur la fermeture des guichets dans plusieurs gares du département.*

**MARIE-CLAUDE  
VARAILLAS**

SENATRICE  
DE  
LA DORDOGNE

VICE-PRESIDENTE  
COMMISSION D'AMENAGEMENT DU  
TERRITOIRE ET DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE

MEMBRE DE LA DELEGATION AU  
DROIT DES FEMMES

CONSEILLERE  
DEPARTEMENTALE

CANTON ISLE MANOIRE

**La sénatrice a relayé la colère de nombreux élus locaux et usagers en dénonçant une logique de désengagement de l'État, de déshumanisation des gares et de recul du service public ferroviaire, à rebours des enjeux sociaux, territoriaux et climatiques.** Elle a évoqué la situation alarmante en Dordogne où, à partir de 2026, la SNCF prévoit de **fermer les gares de Condat/Le Lardin, La Coquille, Les Eyzies et Terrasson**, et de réduire drastiquement les horaires d'ouverture des guichets à Bergerac et Saint-Astier.

Ces décisions prolongent une logique de déshumanisation déjà à l'œuvre dans les gares de Sarlat, Le Buisson et Lalinde, elles aussi menacées, **où les automates remplaceraient progressivement les agents.**

*« Ces guichets sont essentiels car ils sont plus que de simples points de vente de billets. Ils incarnent, dans la ruralité, le lien humain du service public ferroviaire, assurant la sécurité, l'information et l'accompagnement des usagers », a déclaré Marie-Claude Varailles dans l'hémicycle.*

Elle a également tiré la sonnette d'alarme sur les 4,5 milliards d'euros annuels nécessaires à l'entretien et la modernisation du réseau ferré d'ici 2028. **À défaut de financements sécurisés d'ici septembre, des milliers de kilomètres de voies pourraient être dégradés voire abandonnés pour être substitués par des cars, comme cela est désormais envisagé pour près de 80 % des lignes de desserte fine du territoire.**

Elle appelle à mobiliser les ressources existantes pour financer le service public ferroviaire et apporte son soutien aux propositions portées par les syndicats de cheminots et les associations d'usagers, notamment l'établissement d'une loi de programmation pluriannuelle pour les infrastructures, la fin des logiques concurrentielles inefficaces, et le retour à une SNCF publique, unique et intégrée, seule garante d'une complémentarité des mobilités et d'un maillage équitable du territoire.

*« Le train du quotidien ne peut pas être réservé aux métropoles ni aux voyageurs connectés. Il est un droit pour tous. Nous sommes à un point d'aiguillage et le Gouvernement doit cesser de tergiverser : les décisions que nous prendrons aujourd'hui engagent la survie du service public ferroviaire pour les 20 prochaines années. ».*

« ESPACE LOUIS ARAGON », 1 PLACE DU 8 MAI 1945 – 24000 PERIGUEUX  
15, RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

\*

mc.varailles@senat.fr - 06 33 36 06 85



Lien vers la vidéo:

[https://videos.senat.fr/video.5533617\\_686cc0963561e.seance-publique-du-8-juillet-2025-matin?timecode=5189710.426987004](https://videos.senat.fr/video.5533617_686cc0963561e.seance-publique-du-8-juillet-2025-matin?timecode=5189710.426987004)

Contact presse : Clémence CÉLÉRIER – 06 11 16 29 65